

Coordination Régionale contre le projet de LGV PACA

Lettre ouverte aux candidat(e)s à l'élection législative De la circonscription

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat(e) à l'élection législative, un moment déterminant pour la vie de notre pays. Vous êtes porteur d'un programme pour la France, l'aménagement de notre territoire, sa capacité à s'inscrire dans le XXIème siècle nous vous laisse pas indifférent, aussi sommes-nous certains de l'attention que vous ne manquerez pas de porter à notre requête.

Vous avez sans doute suivi la genèse du projet LGV PACA, qui avait amené M. Jean-Louis Borloo à choisir en dernier arbitrage, le 29 juin 2009 le trajet dit « Métropoles du Sud » que sont Marseille, Toulon et Nice.

Ce projet, évalué actuellement à 20 milliards d'euros, suscite une très vive émotion parmi les populations concernées par son trajet, mais aussi au-delà, sur son principe même.

En effet, un certain nombre d'éléments, qui sont pour nous des arguments incontournables, ont amené à l'échelle régionale la création de dizaines de regroupements citoyens, trans-politiques, qui réclament l'abandon pur et simple du projet LGV PACA, et un engagement dans ce sens de votre part.

Dans notre diversité, nous sommes parvenus à cette conclusion :

Ainsi :

- l'impact environnemental, sur les paysages, les sites naturels, les zones agricoles ou d'habitation de ce projet est tel pour les territoires traversés que le gain espéré en termes de temps de trajet entre Marseille et Nice (1 heure au dire de RFF) paraît dérisoire. De même, un train à grande vitesse à 250 km/h consomme 4 fois plus d'énergie qu'un train roulant à 160km/h : est-ce bien-là le message que l'on veut faire passer, quelques années seulement après le Grenelle de l'environnement, quand notre région, à chaque coup de froid, risque la rupture d'alimentation ?
- Il en va de même pour son coût (20 milliards, ce n'est qu'une estimation !), d'autant que les évaluations concernant les Partenariats Public Privé faites par la Cour des comptes en novembre 2011, dans un référé portant sur l'impact budgétaire et fiscal du Grenelle de l'environnement, incitent à la prudence, et c'est un euphémisme, quant au coût réel de ces dispositifs pour les comptes publics.
- Nous sommes confrontés, dans notre région, à un retard historique en matière de transports publics, et s'il y a un effort déterminant à faire,

pour les usagers du train, c'est sur l'existant, en favorisant la modernisation du réseau, son développement raisonné et partagé, au plus près des besoins quotidiens d'une population qui ne va pas cesser de croître en périphérie de nos grandes métropoles. La LGV Paca ne résoudra le problème de la saturation de vos villes par l'automobile.

- A l'heure où RFF ferme un grand nombre de lignes déficitaires mais pourtant utiles, ainsi que des lignes TGV jugées non rentables, la LGV PACA est-elle bien une priorité ? Dans un rapport déposé le 18 mai 2011 à l'Assemblée nationale, Hervé Mariton, député de la Drôme pointe clairement les faiblesses de ce projet eu égard aux enjeux nationaux en matière de transports, au moment où le fret ferroviaire est en nette régression au profit du tout autoroutier, particulièrement dans l'Arc Méditerranéen.

Nous réclamons que les populations soient pleinement associées aux projets qui déterminent leur avenir, dans des formes qui permettent aux citoyens d'être véritablement parties prenantes des décisions. La concertation, telle qu'elle est organisée sert à notre sens d'alibi à une décision arbitraire dont les fondements nous paraissent de plus en plus liés à des logiques financières, et à une vision technocratique des territoires, toutes deux dangereuses et dépassées. Aucun des arguments développés n'ont permis de mettre en évidence un quelconque service rendu pour les populations affectées par ce projet. Les vagues promesses d'amélioration du transport ferroviaire régional ne sont pas définies précisément, ne sont pas budgétées distinctement et ne sont pas planifiées clairement. Il s'agit d'un plan de communication qui varie en fonction de la résistance rencontrée sans que le projet ne soit remis en cause ou amendé.

Nous demandons la prise en compte des conclusions des assises du rail. Madame Nathalie Kosciusko-Morizet a d'ailleurs approuvé l'idée d'une évaluation externe et indépendante des grands projets qui figurent au SNIT. Cette évaluation a été faite dans le cas de la ligne LGV Bordeaux-Toulouse et le rapport d'expertise indépendante du cabinet Claraco démontre que la modernisation de la ligne coûterait 3 à 4 fois moins cher que la construction de la LGV qui ne permettra qu'un gain de temps très réduit.

Nous sommes prêts à vous rencontrer sur ce sujet, mais aussi à lire votre point de vue sur ce dossier ainsi que vos propositions pour une politique de transport conforme aux besoins des populations. Nous ferons état de vos réponses à l'ensemble des citoyens ainsi qu'aux médias régionaux.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos salutations citoyennes.